

A l'approche du Congrès de la Ligue de l'enseignement, notre syndicat souhaite réagir suite aux échanges - courrier puis mail - envoyés au réseau par les deux « listes concurrentes à l'élection du CA ». Nous déplorons en effet l'instrumentalisation des salarié-es du confédéral et les guerres d'égo stériles, avec certaines déclarations d'élu-es ou candidat-es des deux camps particulièrement choquantes! Alors que l'urgence devrait être d'accompagner un réseau traversant de nombreuses difficultés, tout en sécurisant l'équipe confédérale, nous assistons à des batailles dignes de l'école maternelle !

Nous souhaitons attirer l'attention sur la posture de « protection » des salarié-es du confédéral affichée par la Présidente et son équipe dans leur mail réponse, tout en ayant couvert des choses illégales, dont des signalements particulièrement graves en interne, et alors qu'une partie des élu-es ne daignent même pas dire bonjour aux salarié-es du confédéral ! Nous souhaitons également dénoncer l'attitude de l'autre liste, dont certain-es élu-es ont l'air d'oublier que c'était pendant ce mandat qu'il fallait agir. Nous trouvons également détestable leur volonté d'arrêt de la production vacances en cas de majorité au Bureau, sans aucune pensée pour les salarié-es concernés!

Nous tenons à rappeler que depuis trois ans déjà, notre syndicat a dénoncé de nombreuses atteintes au droit, de la maltraitance, la mise en danger de salarié-es, l'entrave au droit syndical et au CSE, des choix économiques questionnants (théâtre Récamier, sommes très importantes versées à des prestataires et à des structures externes sans contrôle), ainsi que de nombreux manquements de la DRH et de la Direction. Face à cela, force est de constater que le Bureau n'a pas pris la mesure du problème, et a même apporté tout son soutien à la Direction, malgré des alertes, des inspections dans plusieurs antennes et des courriers de plusieurs Inspections du Travail relevant des manquements au droit du travail/à la CCN ECLAT et à l'obligation employeur de santé et sécurité. Un courrier signé par la Présidente a même indiqué que nos propos étaient diffamatoires, et que notre Déléguée syndicale ne subissait aucune attaque, malgré des écrits de l'Inspection du Travail intimant à la Direction de cesser les « attaques personnelles » à son égard.

UNE GESTION ECONOMIQUE HASARDEUSE

Déni d'une partie du Bureau et inaction de la Direction concernant la situation économique du confédéral

Alors qu'une partie des associations est en grande difficulté avec la mise en place de PSE ou de licenciements économiques/gels de postes un peu partout, plusieurs salarié-es ont alerté sur les risques économiques pour le confédéral ainsi que sur le risque de perte de la DSP. La réponse de la Direction, loin d'être à la hauteur, a été qu'il ne fallait pas être alarmistes et que la Ligue était confiante quant à la renégociation de la DSP. En somme, « circulez y a rien à voir », comme d'habitude, ou plutôt « après moi le déluge », venant de deux dirigeants aimant à rappeler à quel point ils ont hâte d'être à la retraite. Malgré les discours hors sols indiquant que tout va bien, il faut bien admettre la réalité - tout ne va pas bien - : baisses inquiétantes du CA du secteur vacances, gel/suppression de contrats de service civique, perte de notre assureur et répercussions sur les affiliations, risque de baisses des CPO, gestion calamiteuse et extrêmement coûteuse des travaux du théâtre Récamier... Alors qu'un PSE risque d'arriver d'ici la fin de l'année, la Direction ainsi que le Bureau sont dans le déni le plus total de la situation, et sont loin d'être à la hauteur.

De plus, il n'y a pas lieu de se réjouir de la situation économique « positive » du Centre confédéral comme le font la Présidente et son équipe dans leur mail de réponse au réseau alors que cet excédent est la conséquence de ventes de centres de vacances...

Faits graves et pouvant mettre en péril la renégociation de la DSP des CISP Ravel et Kellermann

Après son licenciement, l'ancien DRH a contacté le Délégué Général afin de « dénoncer » certains faits extrêmement graves s'ils s'avéraient véridiques. En effet, l'ancien DRH a expliqué qu'un système de fausse facturation avait été mis en place au CISP Ravel il y a plusieurs années, afin de diminuer le CA,

et donc la redevance versée à la Mairie de Paris, avec des éléments très précis et l'indication qu'il avait en sa possession des documents pouvant prouver ses dires, le tout en précisant que ces éléments seraient transmis à la Mairie de Paris.

Nous souhaitons également alerter sur la non-réaction de la Direction face à plusieurs remontées de salarié-es concernant le management, et le non-respect du droit au CISP Kellermann ces dernières années. Suite à des remontées d'élu-es CSE, une « enquête » a été lancée par la Direction, ayant abouti sur RIEN après plus de 5 mois « d'enquête ». Nous dénonçons de plus plusieurs faits concernant cette enquête : élu-es CSE en charge de l'enquête, non-respect de la confidentialité par des membres de la Commission avec la divulgation d'informations pendant l'enquête et divulgation des noms des « lanceurs d'alerte », conclusions allant à l'encontre de faits remontés par des salarié-es. Nous souhaitons rappeler que ce n'est pas la première fois que des « problèmes » sont constatés sur une enquête (tentative de suspendre une enquête suite à un « droit d'alerte pour danger grave et imminent » concernant une Directrice jusqu'à l'intervention de l'Inspection du Travail, non-respect de la confidentialité...).

Nous transmettrons tous les éléments en notre possession concernant les CISP à la Mairie de Paris afin que le choix de renouvellement de la DSP se fasse de façon éclairée, prenant en compte les conditions de travail des salarié-es.

Dépenses Fastueuses et questionnantes de la Ligue nationale

En plus de la nécessité de rediscuter la répartition de la CPO MEN, des arbitrages transparents ainsi qu'un arrêt de certains financements doivent avoir lieu ! Il est en effet incompréhensible que la Ligue nationale finance certains événements ou structures externes (ESPER...), utilise une partie importante de certains financements afin de rémunérer des prestataires pour des montants parfois choquants. Cet argent doit aller au réseau ou être utilisé pour renforcer certaines équipes en sous-effectif au confédéral afin de pouvoir être en capacité d'effectuer leur travail correctement et dans le respect du droit!

Une réflexion politique concernant les ressources doit être menée, afin d'arrêter la course aux subventions/financements encouragée ces dernières années, quitte à déposer des dossiers de demande pour des projets ne correspondant pas aux besoins du réseau et difficilement justifiables au moment de devoir rendre compte aux financeurs.

Les pratiques népotiques dans le choix des prestataires, flirtant parfois avec les conflits d'intérêts doivent également cesser car il n'est pas normal de choisir des prestataires en privilégiant les liens interpersonnels à la compétence. Les financements obtenus ne doivent pas servir de rente pour des prestataires, quand dans le même temps les demandes d'augmentations des salarié-es sont presque toujours rejetées et que des objectifs inatteignables sont fixés à des commerciaux-ales afin de ne pas leur verser de prime!

« Primes Salon de l'éducation » pour un événement en réalité déficitaire

Alors que le Salon de l'éducation organisé chaque année n'est plus que l'ombre de lui-même et aurait été déficitaire l'année dernière sans le financement de l'INFREP (et donc Ligue !) via une location de stand extrêmement onéreuse, nous nous demandons pourquoi l'événement continue alors que le réseau ne voit même plus l'intérêt de s'y déplacer ? Serait-ce pour que des élus-es ou des salarié-es se sentent exister en ayant leur photo avec des Ministres ? Serait-ce parce que l'événement permet de justifier l'octroi de primes discrétionnaires et questionnantes à certain-es salarié-es, y compris membres du CSE ou de la Direction, alors que la prime devait être arrêtée ?

UNE POLITIQUE RH IRRESPONSABLE

Omerta dans le cas d'un signalement de violences sexuelles sur mineure dans un centre de vacances géré par VPTI

Alors que nous avons été alertés-es concernant un signalement de VSS dans un centre VPTI, la Direction a tout fait pour cacher ce scandale et régler l'affaire à bas bruits. Afin d'en savoir plus, notre DS a questionné la Direction en réunion CSE à ce sujet et afin de savoir si un signalement avait été fait aux services de l'État ou à la justice, la réponse de la DRH et du DGS ne s'est pas fait attendre : les deux ne savaient pas du tout de quoi il en retournait ! Si la personne mise en cause a quitté les effectifs, nous espérons que la Direction a bien signalé les faits, s'ils étaient avérés, c'est pourquoi nous évoquons cette affaire publiquement.

Absence de réaction de la DRH/Direction concernant un signalement récent de VSS

Récemment, une salariée du confédéral a alerté sa hiérarchie concernant le comportement répété d'un salarié d'une fédération à son égard : propos dénigrants, propos sexistes dont un à connotation sexuelle lui indiquant qu'elle devrait porter des jupes plus courtes afin de faire plus de ventes (ce propos a été tenu devant son manager, qui n'a pas réagi). Cette salariée a eu le courage de dénoncer la situation en écrivant à ses N+1, N+2, N+3. Elle n'a eu pour seule réponse, orale, que de savoir que son mail avait été transmis à la DRH, puis aucune nouvelle. Elle a alors pris l'initiative de contacter la DRH, qui lui a répondu qu'elle avait bien été informée, sans s'être pourtant donné la peine de lui répondre ni de s'assurer qu'elle allait bien.

Tentative de musellement des managers

Suite aux différents signalements de non-respect du droit, maltraitance, racisme, sexisme, harcèlement sexuel (...), nous aurions pu penser que la Direction allait se ressaisir. Force est de constater que non car leur proposition a été d'organiser des séminaires à destination des managers, et en présence de la DRH, du DG, du DGS et de toutes les membres du CODIR afin de pouvoir vraiment libérer la parole. Ce travail en séminaire a permis à la Direction de « proposer » une charte du manager, dont certains extraits sont préoccupants et ont été interprétés par des managers comme une menace, avec un rappel sur le « devoir de loyauté envers l'organisation ». Nous rappelons qu'aucun-e salarié-e ne peut être sanctionné-e, menacé-e, ostracisé-e pour avoir dénoncé des faits ou témoigné, y compris contre des collègues ou membres de la Direction, que cela soit dans le cadre d'une enquête interne ou auprès de l'inspection du Travail ou de la Justice !

DES INCOHERENCES POLITIQUES

Partenariat avec le Puy du Fou

Nous sommes scandalisés-es que le Bureau national d'une association laïque et censée lutter contre l'extrême droite, ait refusé de se positionner sur le fait que le réseau produise ou diffuse des séjours et des classes de découvertes Puy du Fou ou ait une quelconque relation commerciale, au motif que cela rapportait de l'argent ! Nous saluons cependant les fédérations s'étant positionné contre et refusant de participer à cette mascarade honteuse ! Ce positionnement est d'autant plus problématique que le Planning Familial est affilié à la Ligue, et que la Ligue participe à des coalitions telles que « 1001 territoires pour la fraternité » afin de lutter contre l'ED. Nous souhaitons donc rappeler que « charité bien ordonnée commence par soi-même » ...

Absence totale de réaction face à l'interdiction du voile dans le sport

Alors qu'une fois encore l'Etat s'en prend aux femmes voilées via l'interdiction du voile dans les compétitions sportives, nous attendions une réaction unanime de la Ligue nationale, dont ses composantes sportives. Alors que le sujet a été débattu du côté de l'UFOLEP, silence radio pour la Ligue et l'USEP ! Bizarrement, il n'y a pas le même entrain à défendre la laïcité lorsqu'il s'agit d'islamophobie d'Etat bardée de misogynie. Il ne faudrait en effet pas fâcher les financeurs ! C'est d'une hypocrisie crasse alors que la Ligue se présente comme un « rempart » contre l'extrême droite.

En conclusion, « il y a quelque chose de pourri au centre confédéral de la Ligue de l'enseignement », et nous déplorons le fait que tous les signalements internes aient été étouffés, y compris par les membres du Bureau actuel, et alors même que plusieurs inspections du travail ont pointé des manquements au droit et à l'obligation de santé sécurité employeur récemment. C'est pourquoi, nous avons pris la décision de publiciser ce qu'il se passe au centre confédéral, et d'envoyer ce courrier au réseau, mais aussi à des financeurs ou des structures partenaires. Si ni le Bureau ni le réseau ne souhaite se préoccuper de la situation des salarié-es du Confédéral, ou de sujets politiques tels que la collaboration d'une partie du réseau avec l'extrême droite, nous espérons que la publicisation de la situation permettra un réel changement : que la Direction soit enfin rendue responsable de ses actions et le Bureau de son inaction!